

Initiatives ministérielles

formulation adoptée dans la Loi sur les banques. Il s'agit ici de se conformer à cette formulation.

Je demande le consentement unanime de la Chambre à ce sujet; j'en serais sincèrement reconnaissant.

Le président suppléant (M. DeBlois): Plaît-il à la Chambre d'adopter à l'unanimité l'amendement présenté par le député de Mississauga-Sud?

Des voix: D'accord.

(L'amendement de M. Blenkarn est adopté.)

Le président suppléant (M. DeBlois): Suite du débat sur la motion n° 57 modifiée.

Le député de Nickel Belt a la parole.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je pense que vous devez comprendre ce que suppose cette motion. De ce côté-ci de la Chambre, nous estimons que les banques devraient faire ce qu'elles savent le mieux faire et que les compagnies d'assurance devraient s'occuper d'assurances. De même, les sociétés de fiducie devraient s'occuper de questions qui sont de leur ressort, tout comme les sociétés de prêt et les coopératives.

C'est pourquoi nous nous sommes toujours opposés à toutes les tentatives de changement à ce sujet. Ce projet de loi, s'il est adopté, permettra aux banques de posséder des compagnies d'assurance, aux compagnies d'assurance de posséder des sociétés de fiducie et de prêt, et aux banques de posséder des sociétés de fiducie et de prêt également. Et je n'ai pas peur de dire qu'une fois que ce projet de loi aura été adopté, nous assisterons à la plus forte envie de fusion jamais vue au pays.

Nous n'approuvons pas ce projet. Nous ne croyons pas qu'il faille privilégier l'approche des lutteurs sumo. Comme nous l'avons déclaré, il n'y a rien de mal à ce qu'une banque conclue un contrat d'entreprise conjointe avec une compagnie d'assurance, et que la banque vende des assurances pour une ou plusieurs compagnies d'assurance. Les banques s'occupent déjà d'assurances. Il existe des assurances-crédit. Les banques vendent des assurances-hypothèque. Nous avons dit, bien franchement, aux banques: «Vous ne pouvez pas vendre des assurances dans vos succursales, mais vous pouvez mettre

sur pied votre propre société d'assurance ou en acheter une petite et commencer à la développer.»

Il me semble que cela ne sert pas les intérêts des consommateurs. Tout ce que cela donnera, c'est qu'un beau matin les Canadiens vont se réveiller et il n'y aura plus qu'une seule super institution financière, une institution financière qui sera comme une pieuvre géante.

C'est pour cela que lorsque nous avons étudié le projet de loi C-83, qui était le nom du C-4 lors de la précédente session, nous sommes arrivés à l'article 416 et, surprise, nous avons constaté que la version française de l'article disait que l'on ne pouvait rien faire, sauf ce que l'on vous autorisait à faire. La version anglaise disait: «Vous pouvez faire n'importe quoi, sauf ce que l'on vous dit de ne pas faire.» Nous avons alors estimé que le principe naturel était celui de la version anglaise. J'ai proposé de modifier la version française pour qu'elle corresponde à la version anglaise. Tous les membres du comité étaient d'accord.

Je dois ajouter que notre président bien aimé est allé à Toronto et a eu une réunion avec des courtiers en assurance et des compagnies d'assurance.

Une voix: A Taïwan?

M. Rodriguez: Pas à Taïwan, à Toronto.

Une voix: Est-ce qu'on lui a offert le lunch?

M. Rodriguez: C'était le soir, au dîner. Lorsqu'il est revenu, c'est comme s'il avait été sur son chemin de Damas. C'était un converti. Il a dit: «Vous ne pouvez pas faire cela. Vous briseriez l'entente conclue.» Maintenant, les banques voudraient contourner les règles du projet de loi C-83, rebaptisé C-4, et être en mesure de vendre de l'assurance.

Ce qui s'est passé, c'est qu'en un instant, un instant fugace, dans une salle de comité de la colline du Parlement, les parlementaires ont décidé que ce qui était entendu n'était pas ce que nous pensions. Autrement dit, nous avons décidé de montrer à nos maîtres économiques et politiques qu'ils ne pouvaient plus nous garder enchaînés. Nous allons briser les chaînes qui nous liaient aux piliers de la finance de ce pays. Avec un peu d'efforts, une miette, mais on ne nous laissait même pas de miettes. Alors ils ont traîné notre fameux président là-bas et il est